

Titre : Point d’ancrage ou porte d’entrée ? Des (tiers-)lieux écologiques en quartiers populaires

Nom : Billen

Prénom : Léa

Discipline : géographie & aménagement et urbanisme

Etablissement d’inscription : Université Paris Nanterre

Année d’inscription : 2018

Introduction

Les quartiers populaires français sont marqués par une ambivalence dans leur rapport au local : tantôt quartiers-villages où se réinventent des formes de solidarité permises par la proximité (Fol, 2010), tantôt quartiers-ghettos enfermés dans une proximité subie, marqués par la ségrégation sociale et spatiale (Lapeyronnie, Courtois, 2008). Le local des quartiers populaires semble être à la fois le lieu de l’actualisation du lien social et le stigmate de l’enclave. A l’heure de la « fin des quartiers » (Ascher, 1998) dans un contexte de métropolisation, on assiste à une superposition des catégories de « quartier » et de « quartier populaire », si bien que le terme de « quartiers » semble désigner les derniers espaces où s’actualise une expérience urbaine encore marquée par les ancrages de proximité, tandis que la politique de la ville, en les qualifiant de « prioritaires », les identifie comme des espaces situés dans les marges de la métropolisation qu’il faudrait arrimer aux dynamiques urbaines.

Depuis les années 2000, on assiste à un retour du local dans les villes à la faveur de l’essor d’initiatives citoyennes s’inscrivant dans un horizon de transition écologique de la société. Jardins partagés et jardinières collectives, recycleries et ressourceries, systèmes d’échanges locaux, boîtes à dons et zones de gratuité, ateliers d’auto-réparation, composteurs collectifs, cafés associatifs, opérations de végétalisation... Ces initiatives témoignent de l’importance de l’attachement au lieu comme vecteur de mobilisation citoyenne (Blanc, Paddeu, 2018). Ces initiatives sont pourtant largement associées aux quartiers de classes moyennes et supérieures ou comme les signes d’une « éco-gentrification » des quartiers de centre-ville encore marqués par la présence des classes populaires (Dooling, 2009). Perçue comme une préoccupation éloignée de celles des habitants des quartiers populaires, l’écologie y apparaît comme hors-sol. Pourtant, certaines de ces initiatives s’inscrivent dans la continuité de pratiques populaires ancrées dans les « quartiers » (jardins familiaux, pratique du bricolage et de la récupération, etc.) (Ariès, 2015) qui sont aujourd’hui réinvesties par les acteurs associatifs, habitants et publics porteurs de démarches de transition écologique dans les quartiers populaires. Dans des quartiers populaires marqués par un rapport au local ambivalent, comment l’écologie parvient-elle à s’ancrer ? Ces formes d’ancrage conduisent-elles à une perpétuation de l’assignation du quartier populaire à la proximité ou constituent-elles des ouvertures vers l’espace du mouvement social écologiste (Mathieu, 2011) ?

On abordera cette question à travers l’étude d’une forme d’expérimentations démocratiques observée dans deux quartiers populaires français : des lieux dédiés aux pratiques de transition écologique en pied de tours et animés par des associations. Elle s’appuie sur une enquête de terrain menée depuis septembre 2018 dans le quartier Floréal-Saussaie-Courtille à Saint-Denis et dans celui du Mas du Taureau à Vaulx-en-Velin. A Saint-Denis, j’ai suivi les activités de la Régie de Quartiers de Saint-Denis et notamment un « vide-grenier » permanent où se donnent

et s'achètent à bas prix des objets de seconde main. Ce lieu est ouvert deux après-midis par semaine et est situé en rez-de-chaussée d'une barre au cœur du quartier Floréal, dans un local mis à disposition par le bailleur social. A Vaulx-en-Velin, j'ai enquêté au sein de la Maison pour Agir (MPA), un lieu de rencontre, de découverte des enjeux écologiques et d'accompagnement des initiatives écologiques citoyennes animé par Anciela, une association lyonnaise. La MPA est située en rez-de-chaussée d'une barre de la cité des Noirettes, dans un local également mis à disposition par le bailleur social.

Ces deux lieux constituent des alternatives dans la mesure où ils offrent des espaces de développement de pratiques alternatives aux modes de vie dominants. Le vide-grenier apparaît comme un lieu hybride entre la boutique et le café, où s'inventent des formes d'échange à la marge du marché classique (adaptation des prix en fonction de la personne, pratique de la négociation, dons et trocs, etc.) et où se nouent ou s'entretiennent des liens interpersonnels entre habitants d'un même quartier. La MPA accueille des permanences pour se renseigner sur les manières d'agir en faveur de la transition écologique et solidaire en région lyonnaise, des ateliers autour du faire-soi-même, des déchets, de la nature, du bien-être ou de l'alimentation, des projections de films sur les enjeux écologiques, des repas conviviaux... Elle se présente comme un lieu d'expérimentation pour toute personne qui souhaite agir pour la transition écologique et solidaire. C'est pourquoi je propose ici de qualifier ces deux espaces de « tiers-lieux », des lieux transitionnels entre espaces professionnel, public et domestique, tournés vers la transition écologique, politique et sociale (Bazin, 2015).

Méthodologie

Le travail d'enquête a été mené sur la base d'observations participantes régulières dans chacun des lieux étudiés, lors d'événements ouverts, de réunions internes ou plus souvent encore dans des moments indéfinis qui relèvent de la vie quotidienne d'un lieu ouvert au public au cours desquels des échanges informels sont venus nourrir le carnet de terrain. Ce travail d'observation a été complété par des entretiens semi-directifs avec les personnes qui animent et qui fréquentent ces lieux : 26 entretiens ont été réalisés à la Maison pour Agir, 16 à la Régie de quartiers. A Saint-Denis, ce dispositif a été nourri par un projet de recueil de témoignages sonores et de portraits photographiques mené auprès des visiteurs du vide-grenier en collaboration avec le photographe Jean Larive : 26 interviews complémentaires aux 16 entretiens ont permis d'interroger les motivations des personnes à fréquenter ce lieu et l'horizon de sens qu'elles donnent aux échanges d'objets qui s'y déroulent et aux rapports humains qui s'y tissent.

Dans les deux cas, ma position de chercheuse dépassait donc le cadre strict de l'enquête. Investie dans l'association Anciela depuis 2012, je m'en étais éloignée à mon départ de la région lyonnaise en 2016 mais les liens personnels que j'ai maintenu avec l'association ont été réactualisés par l'enquête de terrain. A la Régie de quartier, la proximité s'est construite dans le temps de l'enquête et s'est renforcée par la mise en œuvre du projet de recueil photographique et sonore qui se donnait pour double objectif de recueillir des matériaux pour l'enquête et de valoriser et visibiliser le vide-grenier. Cette posture de chercheuse engagée sur son terrain n'est pas sans effets sur l'enquête. Elle induit un certain nombre de biais : la distanciation vis-à-vis des catégories des enquêtés est plus complexe et les situations d'observation et d'interaction sont contraintes par les nécessités de l'action. Les apports pour l'enquête m'ont cependant semblé au moins aussi importants que les biais. Tout d'abord, la relation de confiance instaurée par l'engagement facilite l'accès à certaines réunions et autorise les enquêtés à se livrer

davantage. Cette facilitation du recueil de données suppose cependant de discerner ce qui a été confié à la chercheuse et ce qui l'a été à l'amie ou à la militante, tous ces éléments n'ayant pas vocation à nourrir l'enquête. Le cadre formel instauré par la situation d'entretien permet de lever les ambiguïtés, mais il est moins évident de faire la part des choses lors d'une discussion informelle. En second lieu, la mise en action permet de créer des scènes d'observation directement liées aux enjeux de l'enquête. Par exemple, le projet photographique au vide-grenier a servi de prétexte pour susciter une prise de parole sur l'horizon de sens attaché au lieu, là où les conversations informelles sont habituellement orientées vers la vie du quartier ou les parcours personnels de chacun. Enfin, cette connaissance fine de chacun des collectifs étudiés autorise la discussion des résultats de la recherche avec les acteurs : le point de vue du chercheur qui est partagé lors de ces restitutions se construit quelque part entre celui d'un tiers extérieur surplombant et celui d'un acteur qui a fait le choix de la réflexivité. La mise en discussion des résultats avec les enquêtés permet d'approfondir l'analyse, en identifiant les proximités ou les écarts avec les représentations des enquêtés et en interrogeant ce qui relève d'un défaut de distanciation de la part du chercheur ou d'un impensé de la part des enquêtés. La mise en regard de deux cas d'étude a été l'occasion d'une montée en généralité dans l'analyse et d'un détachement vis-à-vis des situations de terrains.

1. Des points d'ancrage

De manières différentes, le vide-grenier comme la MPA constituent des points d'ancrage de l'écologie dans les quartiers où ces lieux sont situés. Par ancrage, je désigne ici trois types de dynamiques permises par l'ouverture de ces lieux : la pérennisation, la routinisation et la convivialité. Ces tiers-lieux s'opposent ainsi à d'autres projets de transition écologique dans les quartiers populaires caractérisés par leur ponctualité et leur durée limitée, par leur déconnexion avec le quotidien des publics ciblés et par la place marginale laissée à la constitution de liens interpersonnels.

La pérennisation : sortir de l'expérimentation

La MPA a été précédée d'actions plus ponctuelles dans le quartier menées par Ancielia à l'initiative du bailleur social. En 2016 et 2017, une enquête mobilisatrice destinée à recenser les envies d'agir écologiques et solidaires des habitants du quartier avait été suivie d'un festival de quartier dont l'objectif était de valoriser les initiatives citoyennes écologiques et solidaires du quartier et d'ailleurs. Néanmoins, ces actions ponctuelles apparaissaient à l'association et à son partenaire comme insuffisantes pour assurer l'accompagnement des personnes mises en mouvement par cette démarche, comme le résume la coordinatrice de la MPA lors d'un rendez-vous partenarial :

« On semait des graines, mais ça pousse pas du jour au lendemain, y'a besoin d'être présent pour les faire grandir. »

Coordinatrice de la MPA, 27 ans, habitant Lyon depuis 8 ans, rendez-vous partenarial avec les porteurs d'une initiative d'épicerie sociale et écologique au Mas du Taureau, 19/05/20

Entre 2014 et 2017, Ancielia avait mené dans différents quartiers de la Métropole lyonnaise d'autres démarches territoriales de ce type, toujours en lien avec un partenaire local, qu'il s'agisse d'un bailleur social, d'un centre social ou d'une association du quartier. Le bilan de ces démarches territoriales avait fait émerger au sein d'Ancielia l'idée que de telles démarches

nécessitaient pour impulser une dynamique de transition écologique et solidaire une forme de pérennité que les actions ponctuelles ne permettaient pas. De plus, dans les quartiers classés en politique de la ville, ce type de démarches entretient la méfiance des acteurs locaux à l'égard d'associations soupçonnées d'intervenir par opportunisme : le surfinancement proposé par la politique de la ville sur un territoire précis crée un effet d'aubaine. La généralisation des subventions publiques sur projet et la tradition de l'expérimentation dans la politique de la ville renforcent ce constat. L'ouverture d'un lieu pérenne a ainsi eu pour effet d'instaurer la confiance des habitants et des acteurs locaux et de justifier la présence sur le quartier d'une association non vaudoise.

Le vide-grenier est lui aussi porteur d'une forme de pérennisation des pratiques de revalorisation et de circulation des objets à Floréal-Saussaie-Courtille. Son nom même fait référence à la tradition bien ancrée dans le quartier des vide-greniers de printemps ou d'automne organisés historiquement par une association de locataires une fois par an. La Régie de quartiers participe à ces événements qui constituent des occasions de valoriser les objets du vide-grenier permanent « hors les murs » et d'en faire des objets d'appel en direction du lieu pérenne.

Dans le registre de l'expérimentation, le bailleur CDC Habitat avait lancé en 2018 un appel à projets sur le thème des encombrants : un projet de ressourceries éphémères porté par le REFER en était sorti. Dans plusieurs secteurs du parc social de CDC Habitat, les locataires étaient invités à descendre leurs encombrants sur l'espace public, à participer à des ateliers autour du réemploi et du faire-soi-même et des boutiques éphémères étaient mises en place pour favoriser le réemploi. Dans le secteur de Floréal, le bailleur avait préféré s'adresser à la Régie de quartiers et faire le lien avec le vide-grenier plutôt que de créer une boutique éphémère. De même, le vide-grenier s'intègre dans la stratégie de pérennisation d'un projet porté par la Maison du Vélo de Saint-Denis, Plaine Commune et les bailleurs sociaux de quatre villes dont Saint-Denis qui consistait au cours des années 2018 et 2019 à animer des ateliers d'autoréparation de vélo dans l'espace public. A Floréal, ces ateliers se déroulaient les mercredis après-midi, jour d'ouverture du vide-grenier, à deux pas de la boutique. A la fin de la période de financement de ce projet, la perspective privilégiée était de rendre possible la pérennisation de ces ateliers au vide-grenier.

La routinisation : ancrer l'écologie dans le quotidien

La pérennité de ces lieux de pieds d'immeuble rend possible leur inscription dans des formes de quotidienneté qui rompent avec le caractère exceptionnel de l'événementiel. Par leur ouverture régulière, ils prennent une place dans le quotidien des habitants, ils se mettent à leur rythme. A travers cette routinisation, c'est aussi la sensibilité et les pratiques écologiques qui s'ancrent dans le quotidien. Dans le cas du vide-grenier, il s'agit d'accueillir dans un lieu identifié des pratiques qui pour la plupart des visiteurs du lieu existaient déjà. Dans le cas de la MPA, il s'agit d'offrir un espace de confiance pour faire évoluer collectivement les modes de vie.

Parmi les 26 visiteurs du vide-grenier interrogés, rares sont ceux et celles pour qui l'acte de donner plutôt que de jeter, ou d'acheter du seconde main plutôt que du neuf est nouveau. Il s'agit de personnes habituées des vide-greniers, des brocantes, voire de la récupération directement aux encombrants. Ces personnes ont également le réflexe de donner ce dont elles n'ont plus l'usage à leurs voisins, à leurs proches, ou aux personnes sans-abri de leur quartier. Le vide-grenier est venu formaliser une habitude déjà là : il lui a dédié un espace et a élargi le réseau des donateurs et des récepteurs. 16 personnes sur 26 fréquentent de façon hebdomadaire

le vide-grenier : il s'agit d'habitues pour qui le vide-grenier est devenu une étape obligée sur un trajet quotidien, à l'image de cet homme, ripeur à Saint-Denis, qui s'y rend tous les mercredis après-midi pendant sa pause, ou de cette femme, auxiliaire de vie, mère d'une petite fille, qui passe une partie du mercredi après-midi au vide-grenier en attendant la fin du cours de poterie de sa fille à la maison de quartier.

Lorsqu'on leur demande si le vide-grenier a pour elles et eux une dimension écologique, la réponse est unanimement positive, et la raison invoquée est toujours le recyclage et la revalorisation des déchets. Certains vont jusqu'à développer une critique acerbe de la société de consommation :

« On achète tellement de trucs qui servent pas forcément. Y'a des trucs qu'on m'a donnés, donc je vois pas l'intérêt d'aller vendre un truc qu'on m'a donné. Je donne, je préfère. Surtout par l'époque actuelle : le fait que tout soit payant, y'a plus rien de gratuit quasiment, le fait de donner ça bouscule un peu ce qui se passe en ce moment, cette société ultra individualiste, toujours centrée sur le commerce... Il faut toujours acheter le dernier téléphone, le dernier truc. C'est compliqué. »

Interview d'une visiteuse, 34 ans, auxiliaire de vie, 12/03/20

Une critique souvent adressée aux ressourceries ou aux initiatives de revalorisation des déchets consiste à souligner leur dépendance à l'égard des modes de production et de consommation capitaliste : de fait, les objets vendus au vide-grenier ont souvent une origine industrielle et les faibles prix pratiqués autorisent la surconsommation. On peut cependant nuancer ce propos par trois arguments issus des observations de ce lieu et des interviews. D'abord, la plupart des objets achetés au vide-grenier répondent à un besoin identifié de la part d'un public essentiellement précaire pour qui les prix bas restent un argument de poids pour privilégier le vide-grenier à la grande surface. Nombreux sont les visiteurs qui poussent la porte du vide-grenier avec une idée bien précise de ce qu'ils cherchent, à l'instar de cette jeune femme à la recherche d'un pot pour le jeune enfant qu'elle garde ou de cette mère de famille à la recherche d'un verre doseur. Ensuite, la perspective de donner les objets qui nous appartiennent lorsqu'on n'en aura plus l'usage conduit à les préserver, à leur apporter un soin nouveau, comme l'explique cette mère de famille qui, avant l'ouverture du vide-grenier, avait plutôt tendance à jeter les objets dont elle ne se servait plus :

« On donne au fur et à mesure. Dès qu'on n'a plus besoin, on descend. Et quand on achète et qu'on utilise, on fait attention, parce qu'on sait maintenant que ça va faire le bonheur de quelqu'un d'autre. Ça va aider quelqu'un d'autre. On fait plus attention qu'avant, parce qu'on sait que ça va pas aller à la poubelle. »

Interview d'une visiteuse, une quarantaine d'année, infirmière, 22/01/20

Enfin, le vide-grenier fonctionne pour beaucoup d'interviewés comme une objethèque : ce qui a été donné peut être racheté lorsqu'on en a à nouveau besoin, ou ce qui a été acheté peut-être redonné lorsqu'on n'en a plus l'usage. C'est particulièrement le cas des jouets ou des vêtements pour enfants, qui, achetés au vide-grenier, sont redonnés quelques mois plus tard, lorsque l'enfant a grandi ou s'en est lassé – ou des livres, qui, une fois lus, sont redonnés, transformant

le vide-grenier en bibliothèque de pied de tours. Il participe ainsi d'une « écologie du quotidien » (Dobré, 2002) qui se déploie dans la sphère de la consommation et qui se passe d'une formulation politique dans l'espace public alors même qu'elle constitue une « résistance ordinaire » (Dobré, 2002) à l'ordre marchand.

La MPA participe également de cette routinisation de l'écologie dans la mesure où sa programmation investit très largement la question des modes de vie : les ateliers couture, tricot, récup', cuisine, bricolage constituent autant d'occasions d'amener les participants à se questionner sur l'impact de leurs modes de vie et à trouver collectivement des moyens de le diminuer. Cela passe d'abord par l'acquisition de nouveaux savoir-faire, comme la couture, transmis en l'occurrence par des pairs : ce sont des habitantes du quartier, des voisines qui s'investissent à la MPA pour transmettre un savoir. Cela passe également par l'identification d'un certain nombre de ressources et la possibilité d'y accéder : changer son alimentation dans des quartiers populaires où l'offre en alimentation de qualité est limitée tout comme les budgets des consommateurs, suppose d'avoir accès à des alternatives adaptées, auxquelles la MPA offre soit une vitrine, soit un espace d'expérimentation. Cela suppose enfin des formes d'encouragement et de reconnaissance de la part de son entourage, permises par la dimension collective des ateliers de la MPA. On assiste ici à une forme de politisation de la résistance ordinaire conceptualisée par Michelle Dobré qui la décrit comme « *un ensemble multiple et hétérogène d'actions non organisées non collectives visant à préserver ou à créer des îlots d'autonomie à l'intérieur et de l'intérieur du mécanisme de colonisation de la sphère de la vie quotidienne par l'extension spatio-temporelle du système marchand.* » (Dobré, 2002, p.311) Dans le cas de la MPA, ces actions sont organisées et collectives, et pour autant, la formalisation d'une réflexion sur la résistance à l'hétéronomie se fait en chemin : elle n'est pas forcément un préalable à l'action, elle se construit dans l'action.

La convivialité : le lien social, levier de transition écologique dans les quartiers

La pérennisation et la routinisation offrent un espace-temps où les relations humaines peuvent s'établir dans la durée constituant ces lieux en tiers-espaces (Bazin, 2018) dans la mesure où la sociabilité qui s'y établit n'est ni celle de la sphère familiale ou intime, ni celle du travail, ni celle de l'espace public. Il s'agit de lieux qui se développent à l'ombre des espaces publics, offrant un « chez-soi » débarrassé des affiliations domestiques.

L'équipe de la Régie de quartiers et les visiteurs du vide-grenier insistent sur la dimension conviviale de ce lieu qui n'est pas « seulement une boutique ». La présidente de la Régie revendique ainsi la fonction de café associatif du lieu : de fait, aux alentours de 16h, les mercredi et samedi après-midi, les bénévoles du vide-grenier offrent une tasse de café aux personnes présentes. Au-delà de ce rituel, le vide-grenier apparaît comme un lieu de discussion, entretenant une sociabilité de voisinage qui constitue le mythe du « quartier-village » dont les habitants des quartiers populaires entretiennent la nostalgie (Bacqué, Sintomer, 2002). 14 parmi les 26 personnes interrogées habitent dans le quartier depuis plus de 20 ans, comme cette femme de 60 ans, précocement à la retraite pour raisons de santé.

« Enquêtrice : Qu'est-ce que vous aimez dans ce lieu ? Pourquoi vous venez ici ?

Enquêtée : Il y était pas avant ! Ça permet de parler avec les gens, ils sont très gentils, surtout la dame à la caisse, elle est super gentille. Et ça permet de voir des gens, on a été à l'école ensemble, et on se revoit là !

Enquêtrice : Vous étiez à l'école ici ?

Enquêtée : A la Courtille ! J'ai fait Romain Roland, parce que mes parents habitaient à Romain Rolland. Et puis, ici... ça nous appartient, Saint-Denis. »

Interview d'une visiteuse, 60 ans, 06/02/20

Cette convivialité de voisinage se distingue de celle d'autres types de lieux de sociabilité comme les commerces ou les centres sociaux en ceci que la sphère de l'intime y est reproduite dans sa dimension familiale. Les personnes qui y ont donné des objets les reconnaissent dans la boutique, chargés des histoires auxquelles ils sont associés. Cette familiarité s'étend à la rue, comme le raconte cette jeune fille qui a aperçu dans les mains d'un enfant une planche à roulettes qu'elle avait donnée au vide-grenier. Sa mère précise en ces termes cette dimension intime :

« Enquêtrice : Y'avait pas de lieu comme ça dans le quartier ?

Enquêtée : Si, y'a la maison de quartier, mais y'a beaucoup de monde, beaucoup d'activité....

Enquêtrice : C'est moins intime ?

Enquêtée : Exactement. Ici, c'est petit et on n'est pas beaucoup, on se retrouve à 4, 5, et les filles, elles sont super. La bouquiniste ! Elles nous offrent le café, on fait une petite pause. »

Interview d'une visiteuse, une quarantaine d'année, infirmière, 22/01/20

Le rôle de la convivialité comme levier de transition écologique a été bien identifié par la coordinatrice de la MPA qui y voit une dimension à renforcer, à commencer par l'aménagement de l'espace intérieur. En janvier 2020, l'équipe bénévole reconfigure la salle d'accueil de la MPA autour d'une table-ronde et d'un espace café de telle manière que les visiteurs se sentent libre d'y passer un moment convivial. Le projet d'installer une *gratifieria* permanente dans le couloir d'entrée de la MPA relève de la même logique : il s'agit pour la coordinatrice d'offrir un prétexte pour pousser la porte de la MPA afin de réduire les obstacles symboliques à l'accès au lieu. Prendre un café, venir chercher un objet dont on a besoin, ... apparaissent ainsi comme autant de portes d'entrée dans le lieu. L'équipe de la MPA a ensuite en charge d'accueillir la personne, d'engager la discussion et d'éveiller ou de repérer l'envie d'agir pour la transition écologique.

Si ces deux lieux assumaient la seule fonction de point d'ancrage de l'écologie dans les quartiers, on pourrait se demander s'ils ne reproduisent pas une forme d'assignation des quartiers populaires à la proximité (Sintomer et al., 2012), et, au vu de la présence féminine majoritaire des femmes dans ces lieux, une forme d'assignation des femmes à la domesticité (Jupp, 2014). Il faut nuancer ce constat à l'appui des deux autres fonctions que ces lieux me semblent jouer dans les quartiers étudiés : ils constituent des carrefours insérés dans des réseaux de personnes et de lieux qui dépassent largement l'échelle du quartier (2) ; ils constituent des portes d'entrée vers l'espace du mouvement social écologique (3).

2. Des lieux carrefour

La fonction de carrefour opère pour les personnes à la MPA, et pour les objets au vide-grenier. Dans les deux cas, cette inscription des lieux dans des réseaux à l'échelle métropolitaine, voire internationale, rompt avec l'image de quartiers-ghettos enfermés dans la proximité et constituent la MPA et le vide-grenier comme des lieux de quartier et non seulement des lieux pour le quartier.

La MPA : une communauté qui dépasse le lieu de résidence

Contrairement à un centre-social qui a pour vocation d'assurer l'animation sociale et culturelle d'un quartier et de favoriser le développement du pouvoir d'agir de ses habitants, la MPA revendique une ouverture géographique à l'échelle de la ville de Vaulx-en-Velin et plus largement à l'échelle de la Métropole lyonnaise. A travers une ouverture géographique, il s'agit de permettre la constitution d'une communauté de personnes sensibles à la cause écologique, sur une base politique et non résidentielle. Le terme de communauté est utilisé par Anciela pour désigner l'ensemble des personnes qui agissent en faveur de la transition écologique et solidaire, l'association se donnant pour objectif de faire grandir cette communauté, au sens d'élargir son socle mais également de renforcer le pouvoir d'action de ses membres dans la société. Cette communauté est fondée sur des valeurs partagées et s'incarne dans des pratiques et des expériences communes que l'association valorise et renforce par la création de temps et d'espaces dédiés. L'usage de ce terme par les acteurs, moins dans le cadre d'une communication externe que dans une perspective réflexive en interne, fait écho à une réhabilitation récente du terme de communauté par les mouvements sociaux, et en particulier par le mouvement social écologiste (Bourdeau, Flipo, 2011). A une vision de la communauté comme repli dans un entre-soi ethnique ou religieux soupçonné de « communautarisme », Vincent Bourdeau et Fabrice Flipo opposent un « communalisme » qui fonde la communauté sur les « expériences concrètes de ce que nous avons en commun ou de ce dont nous devons prendre soin collectivement » (p.87). Les fondements de ce bien commun restent cependant à définir : l'ancrage de la MPA par l'ouverture d'un lieu pérenne dans le quartier, par la mise en valeur d'une écologie des modes de vie quotidiens et par la création de liens sociaux de proximité laisserait imaginer la constitution d'une communauté sur une base territoriale, associée au fait d'habiter un territoire, en l'occurrence le quartier.

Pourtant, les personnes qui fréquentent régulièrement la MPA viennent de tous les quartiers de Vaulx-en-Velin et non seulement du Mas du Taureau (1 personne de Vaulx-Sud, 2 personnes du Village, 1 personne du centre-ville), mais également des villes avoisinantes (2 personnes de Villeurbanne, 1 personne de Décines, 2 personnes de Bron) et plus rarement de villes plus éloignées (1 personne de Saint-Bonnet-de-Mure). A ce titre, la MPA est un lieu de rencontre pour des personnes sensibles aux enjeux écologiques, quel que soit le quartier ou la ville où elles vivent. En revanche, l'action se déploie généralement dans le quartier ou ses immédiats alentours : c'est à l'échelle du quartier que les personnes engagées à la MPA souhaitent agir, mais il ne s'agit pas forcément de « leur » quartier.

Cette conception va à contre-courant d'une injonction particulièrement présente en quartier populaire qui consiste à cibler un public bénéficiaire à l'échelle du quartier : les appels à projet du Contrat de ville se donnent pour objectif de contribuer à l'animation sociale, culturelle et citoyenne de la vie d'un quartier identifié comme prioritaire. Il s'agit également de cibler les populations les plus éloignées des sphères de participation habituelles dans une logique de réduction des inégalités sociales (Carrel, 2013). Cette conception est partagée par certains

acteurs de l'écologie en quartiers populaires qui identifient comme l'un des critères de réussite la participation majoritaire d'habitants du quartier dans leurs activités, partant du principe que les thématiques écologiques seraient davantage susceptibles d'attirer un public de centre-ville ou de quartiers plus aisés, plus accessible au travail de mobilisation. C'est le cas par exemple d'une association qui distribue des produits alimentaires et ménagers écologiques sur la base de pré-commandes groupées en quartiers prioritaires et qui a établi le critère du lieu de résidence dans le périmètre du quartier prioritaire comme condition d'accès au groupement d'achat lorsque le seuil de 30% de personnes habitant en dehors du quartier prioritaire est dépassé. C'est le cas également des associations intervenant en quartiers prioritaires sur la base d'un financement du Plan d'Education au Développement Durable de la Métropole de Lyon qui doivent justifier auprès du financeur la présence d'un public issu du quartier concerné lors de leurs événements. Cette conception est suffisamment ancrée dans les représentations des habitants des quartiers prioritaires pour que la coordinatrice de la MPA rapporte une question qui lui est fréquemment posée, concernant le caractère réservé de l'accès au lieu aux personnes du quartier.

« Une dame avec qui je parlais à la fête des voisins, y'en a beaucoup qui me posent cette question : 'est-ce que c'est réservé aux gens du quartier ?' Mais en fait d'où les personnes se posent cette question ? Qu'un lieu serait réservé qu'aux personnes autour... »

Entretien avec la coordinatrice de la MPA, 07/06/19

La volonté de l'association de positionner la MPA comme un lieu de quartier et non pour le quartier se heurte régulièrement au fonctionnement des institutions publiques susceptibles de financer ses actions mais également aux représentations des acteurs, associatifs et habitants, qui pensent la mobilisation des publics à l'échelle du quartier prioritaire.

Le vide-grenier : un nœud dans le réseau de circulation des objets de seconde main

Le vide-grenier s'insère dans un réseau de circulation d'objets que connaissent les visiteurs du lieu qui ont l'habitude de donner ou d'acheter des objets usagés. La Régie de quartiers n'a pourtant pas formalisé cette appartenance : des liens ont été tissés avec le REFER, le réseau francilien des ressourceries et des recycleries, à l'occasion d'un projet financé par le bailleur, mais le vide-grenier n'a pas reçu ce label. De façon générale, la communication autour du vide-grenier se fait par le bouche-à-oreille et la page facebook de la Régie, et le lieu est assez peu visible lorsqu'on n'habite pas le quartier. Des liens sont formalisés avec d'autres régies de quartier qui favorisent le réemploi, notamment la régie de quartier de Pierrefitte-sur-Seine qui anime un *repair café* et où certains objets du vide-grenier qui demandent réparation sont envoyés, en l'absence d'une activité de ce type à la Régie de quartiers de Saint-Denis. Le bouquiniste du centre-ville de Saint-Denis est également sollicité par la bénévole qui s'occupe du tri et du rangement des livres lorsque le vide-grenier reçoit des livres rares qui ne pourraient pas être vendus à leur juste prix au vide-grenier. Dans la même logique, certains objets de grande valeur – des chaises vintage, une poussette, un appareil photo – sont parfois mis en vente sur le Bon Coin par l'équipe de la Régie.

Les autres nœuds du réseau sont activés par les visiteurs du vide-grenier en toute informalité : c'est le cas de cette femme qui tient une boutique au marché aux puces de Saint-Ouen et qui voit dans le vide-grenier une opportunité de s'approvisionner en vêtements de marque à très petit prix pour les revendre en engrangeant un bénéfice. Il en est de même pour cette femme

qui tient un stand au marché de Saint-Denis et qui revend régulièrement les meubles et les bibelots qu'elle achète au vide-grenier sur son stand. Cette activité de revente est connue des bénévoles de la Régie et tolérée dans la mesure où les personnes concernées ne négocient pas les prix. Elle conduit néanmoins l'une des bénévoles à privilégier un don à la Croix-Rouge lorsqu'elle souhaite être certaine que l'objet bénéficie à une personne dans le besoin. Ce réseau s'étend à Paris et à la petite couronne : la boutique Emmaüs de la porte de Montreuil, l'association Livres en lutte de Vitry, le brocanteur d'Epinais-sur-Seine sont autant de lieux de dons et d'achat qui sont mentionnés par les enquêtés. Une femme recherchant des livres pour enfants en quantité suffisante pour équiper une école au Congo-Brazzaville a fait étape au vide-grenier après avoir parcouru tous les départements franciliens auprès de lieux de récupération ou de particuliers inscrits sur le Bon Coin.

Ce dernier exemple permet d'évoquer l'internationalisation de ce réseau de circulation des objets dont le vide-grenier fait partie. Dans ce quartier populaire d'immigration récente, nombreux sont les visiteurs qui entretiennent des liens familiaux avec leur pays de départ. Le vide-grenier est un lieu d'approvisionnement des associations de solidarité internationale du quartier qui envoient par conteneurs des colis destinés à des structures de soin ou d'éducation qui manquent d'équipement. C'est le cas de cet homme capverdien de 36 ans, arrivé en France depuis 10 ans, membre d'une association communautaire capverdienne du quartier qui envoie régulièrement au Cap-Vert des colis réceptionnés et distribués par sa mère restée à Sao-Vincente. Ce jour-là, c'est un parc pour enfant et des fournitures scolaires qu'il est venu acheter au vide-grenier à destination d'une crèche et d'une école privée. Cette stratégie est également déployée par des particuliers qui envoient régulièrement ce type de colis à leur famille élargie restée au pays : c'est le cas d'une femme de cinquante-deux ans, d'origine sénégalaise, arrivée en France depuis 25 ans, qui a réservé au vide-grenier des sacs de vêtements qu'elle compte envoyer par bateau à Dakar.



On peut cependant interroger cette dimension du vide-grenier dans une perspective écologiste. De la même façon que les quartiers populaires apparaissent comme les derniers maillons de la chaîne de récupération des déchets en France (Blot *et al.*, 2018), les pays d'émigration réceptionnent ici des objets dont la qualité laisse parfois à désirer. Lors d'une session de tri de vêtements avec deux bénévoles de la Régie, un certain nombre de vêtements avaient été considérés comme trop démodés ou trop abîmés et écartés pour être jetés aux encombrants. Un homme maghrébin d'une quarantaine d'années avait alors avancé qu'il ne fallait pas les jeter au prétexte qu'« au pays, ils trouvent toujours une utilité à tout ». Lorsque des jouets ou des livres sont destinés à la poubelle, il n'est pas rare qu'un visiteur du vide-grenier demande à les récupérer gratuitement afin de les envoyer au pays. Lorsque'il s'agit de pays aux Etats défaillants où la gestion des déchets est laissée à l'initiative privée et génère des pollutions non maîtrisées, l'activation de ce type de réseaux internationaux peut conduire à renforcer les inégalités sociales et environnementales entre Nord et Suds.

Cette fonction de carrefour permet de s'éloigner d'une conception caricaturale des quartiers populaires, trop souvent enfermés dans la seule échelle de la proximité, alors que l'expérience individuelle et collective de leurs habitants se construit dans l'articulation d'échelles territoriales multiples. Cette conception de quartiers fermés sur eux-mêmes tend à généraliser la figure-type du quartier de grands ensembles, enclavé en lointaine banlieue alors que ces quartiers sont nombreux à être rattrapés par des réseaux de transports et d'équipements denses dans le cadre de la métropolisation. Les quartiers populaires connaissent ainsi une double dynamique d'ouverture et de fermeture : d'une part, ils s'intègrent à la ville et à l'espace mondialisé, et d'autre part, on constate un creusement des inégalités et des phénomènes de

ségrégation renforcés par la baisse des dépenses publiques et la mise en compétition des métropoles sur la scène internationale (Bacqué *et al.*, 2015).

3. Des portes d'entrée

Au-delà de la fonction de carrefour, ces lieux ont aussi une fonction de portes d'entrée dans l'espace des mouvements sociaux (Mathieu, 2011) et en particulier, l'espace du mouvement social écologiste.

Cette fonction est peu développée au vide-grenier : elle se déploie plutôt dans le cadre des activités d'insertion professionnelle de la Régie de quartiers qui permettent à des personnes éloignées de l'emploi, qui font face à des situations de précarité, de mal-logement ou de violence domestique, d'être accompagnées via la reprise d'une activité professionnelle. La Régie fonctionne pour ces personnes comme une porte d'entrée vers l'emploi, vers les services sociaux ou vers le logement social qui leur permet de sortir de l'isolement. Le vide-grenier constitue cependant un maillon central dans la vocation de la Régie à rompre l'isolement : c'est un lieu de connexion avec les personnes engagées dans la vie sociale et citoyenne à Saint-Denis, proches des institutions et dotées de ressources suffisantes pour orienter des personnes en difficulté. La présidente de la Régie, qui tient la caisse du vide-grenier, est une ancienne agente de la Ville de Saint-Denis puis de Plaine Commune, elle a été présidente de la CNL du quartier et a renouvelé lors des élections municipales de 2020 son engagement au PCF. Elle connaît personnellement les élus de la Ville et peut mobiliser le tissu associatif local. La trésorière de la Régie, qui coordonne le tri des objets au vide-grenier, décrit un parcours d'engagement plus récent et moins connecté aux institutions, mais elle est engagée dans une association de jardins familiaux à Saint-Denis et sa place au Bureau de la Régie de quartier la connecte à l'ensemble du réseau d'acteurs représenté au CA de la Régie qui atteste de relations partenariales fines entre la Régie, les acteurs associatifs de la Ville et les élus. Dans son rapport moral lors de l'AG de 2019 de la Régie, la présidente évoque ainsi un rôle d'accompagnement informel qu'elle exécute au vide-grenier :

« C'est pas seulement un endroit où on vient acheter des choses, mais on vient aussi beaucoup discuter, demander des conseils. Evidemment, on ne peut pas répondre sur tout mais on est en capacité de renvoyer vers tel ou tel service ou connaissance. »

Verbatim, présidente de la Régie de quartiers de Saint-Denis, AG, 30/10/19

On peut ainsi citer l'exemple de cette jeune femme d'origine roumaine, louant une chambre mal isolée dans un pavillon du quartier où elle réside avec trois autres personnes de sa famille, qui après s'être engagée bénévolement au vide-grenier pour « se changer les idées » a pu trouver un emploi à la Régie de quartiers et être accompagnée dans sa demande de logement social. La fonction d'ancrage apparaît comme un préalable dans la mesure où elle permet la consolidation de relations de confiance suffisantes pour que les personnes se confient. Cette confiance est en partie permise par le lieu lui-même : j'ai moi-même été assez rapidement prise à partie dans des conversations parfois intimes et délicates à partir du moment où j'étais identifiée comme bénévole du vide-grenier. Une femme d'une cinquantaine d'années, infirmière, et habitant le quartier depuis 6 ans, décrit ainsi son expérience du vide-grenier :

« En fait, ce lieu, c'est pas que un vide-grenier. C'est un lieu de rencontre, j'y ai connu des gens, je suis passée par une période un peu difficile, donc

c'était un lieu où on venait en parler, on discutait. Ça permettait de vider notre sac, dire ce qui s'est passé, rencontrer d'autres personnes qui ont le même problème ou autre chose. On boit le café, c'est trop bien. Ça aide beaucoup. »

Interview d'une visiteuse, 22/01/20

Cependant, bien que la Régie de quartiers se revendique comme une structure de la transition écologique, le vide-grenier n'apparaît pas comme une porte d'entrée vers un mouvement écologiste pourtant bien identifié à Saint-Denis et avec lequel la Régie est connectée. L'écologie n'y fait pas l'objet d'une formalisation politique : elle s'incarne dans des pratiques routinisées, elle est ponctuellement évoquée au cours de conversations informelles mais elle ne fait pas l'objet d'une action collective organisée.

C'est en revanche le cas à la MPA qui apparaît comme un lieu de mise en lien entre les personnes sensibles aux enjeux écologiques qui poussent sa porte et un mouvement écologiste structuré par un réseau d'acteurs dont Ancielia fait partie. Pour l'équipe d'Ancielia, les bénévoles de la MPA sont militants d'Ancielia au même titre que ceux et celles qui s'investissent dans les autres démarches de l'association, que celles-ci se déploient à Lyon ou ailleurs. Pourtant, le sentiment d'appartenance à Ancielia est peu présent chez les personnes enquêtées impliquées à la MPA : la MPA est appréhendée comme une communauté en elle-même, ouverte sur d'autres villes et non centrée sur le quartier, mais qui ne se confond pas avec celle d'Ancielia.

On peut évoquer trois raisons à ce déficit d'appartenance. La première tient aux caractéristiques sociologiques des militants d'Ancielia, ou plutôt des représentations que les bénévoles de la MPA se font de la sociologie militante d'Ancielia : des « étudiants », des « intellos ». En réalité, Ancielia a quitté la sphère étudiante depuis 2014. Cependant, ils sont majoritairement non-racisés, plus jeunes et sans enfants – mais ces deux dernières caractéristiques tendent à s'effacer avec le temps – et ils habitent majoritairement Lyon et Villeurbanne. La seconde est davantage structurelle : la MPA est une démarche parmi d'autres de l'association et n'en constitue pas un cœur de projet. L'accès à la globalité d'Ancielia via la MPA est malaisé car l'identité d'Ancielia infuse davantage dans d'autres démarches, plus structurantes pour l'association. La troisième tient au mode de fonctionnement de la MPA qui constitue moins une démarche unifiée qu'un lieu de rencontre où les actions se construisent en faisant et en chemin, en fonction des personnes présentes. La tentative de la coordinatrice de mettre en place des réunions stratégiques et une équipe de gouvernance globale n'a pas abouti. Ce mode de fonctionnement rend difficile l'identification de la MPA comme une démarche unifiée, elle-même constitutive d'un projet associatif plus global.

L'idée même de la MPA comme porte d'entrée vers Ancielia fait de la MPA une démarche à part, parce que territorialisée. Elle construit une étape intermédiaire entre l'envie d'agir pour une société écologique et solidaire et l'entrée dans la communauté de l'association : elle crée une « sous-communauté », qui, de plus, échoue à construire un sentiment d'appartenance à la communauté qui est pensée par l'équipe d'Ancielia comme englobante.

« C'est parce que tu t'engages à la MPA que tu es à Ancielia, mais tu t'engages à la MPA parce que t'es Vaudais. Le mec de Vénissieux, il a pas ça comme étape. »

*Entretien avec le président d'Anciela, 32 ans, habitant Lyon depuis 14 ans,
04/06/19*

La MPA est ensuite une porte d'entrée vers les autres acteurs du mouvement écologiste lyonnais. La coordinatrice de la MPA y anime des permanences destinées à orienter toute personne qui souhaite s'engager bénévolement pour la transition écologique et solidaire vers des structures qui lui correspondent. Cet accompagnement s'effectue sur la base d'une connaissance fine du monde associatif vaudais, permise par l'ancrage de la MPA à Vaulx-en-Velin, mais reconduit la connaissance par Anciola du réseau associatif à l'échelle de la Métropole, déployée lors de permanences similaires au local de l'association à Lyon. A ce titre, la MPA apparaît à la fois comme une porte d'entrée et une porte de sortie : pour les personnes qui viennent en permanence et s'engagent dans une autre structure ou celles qui portent une initiative de transition, la MPA est un lieu transitoire entre l'envie d'agir et l'action autonome.

« Tu donnes naissance à ton projet, et après tu voles de tes propres ailes. »

*Entretien avec une militante de la MPA, 70 ans, ancienne directrice de
centre social, habitante de Cervelières-Sauveteurs depuis 25 ans, engagée à
la MPA depuis 2017, 12/11/19.*

La MPA mobilise pour chacun de ses événements des associations partenaires : lorsqu'une association vaudaise existe sur le sujet traité, la coordinatrice privilégie un partenariat local, mais elle puise dans les ressources partenariales d'Anciola dès lors que le réseau local ne permet pas de satisfaire une demande particulière. Par exemple, la MPA a mis en lien un collectif d'habitants souhaitant créer un composteur de quartier une association spécialiste du lombricompostage et une association spécialiste de la réduction et de la revalorisation des déchets. Ces deux associations agissent à l'échelle de la Métropole. Dans l'organisation de ces festivals annuels, la volonté d'Anciola est à la fois de valoriser les initiatives vaudaises et de faire connaître des initiatives non-vaudaises afin d'inspirer ceux et celles qui souhaiteraient les essaimer à Vaulx.

Cette ouverture n'est pas sans poser question : lors d'un festival organisé par la MPA sur le quartier des Noirettes ayant pour but de faire connaître des initiatives écologistes inspirantes, la sollicitation d'une association métropolitaine spécialiste du gaspillage alimentaire alors qu'un collectif d'habitantes vaudais avait développé une expertise sur ce sujet avait fait l'objet d'une discussion tendue en réunion interne. Les habitantes en question y voyaient un manque de reconnaissance de leur expertise sur les questions écologiques. La configuration des personnes présentes lors de cette réunion avait conduit à opposer d'une part les femmes de moins de 30 ans non racisées et habitant Lyon engagées à la MPA et dans d'autres démarches d'Anciola et d'autres part les femmes de plus de quarante ans, pour certaines racisées et portant le foulard, mères de famille, habitant le quartier ou l'ayant habité, et résidant désormais en banlieue lyonnaise, engagées à la MPA mais peu connectées à Anciola. La frontière entre le « nous » et le « vous » ne s'effectuaient pas alors selon une appartenance à la communauté écologiste mais bien selon une appartenance à la communauté de celles qui agissent pour le quartier et qui en sont issues.

Conclusion

Les fonctions de carrefour et de porte d'entrée ne s'opèrent donc pas sans obstacles. D'une part, elles se heurtent à une assignation au local et à la proximité que connaissent les quartiers

populaires de la part des médias, des institutions et parfois de la littérature scientifique. D'autre part, elles reconfigurent une identité territoriale également revendiquée par les habitants des quartiers populaires sur la base de réalités sociales et urbaines partagées. Ces fonctions de carrefour et de portes d'entrée tendent à opérer une déterritorialisation de l'identité, la distinction entre « eux » et « nous » s'inscrivant davantage dans l'adhésion à la cause écologique ou dans la pratique de modes de vie écologiques que dans le lieu de résidence. Cette tendance n'a cependant abouti ni au vide-grenier, ni à la MPA. Le vide-grenier apparaît comme un lieu d'ancrage de pratiques écologiques routinisées dont le déploiement permet le renforcement de liens sociaux susceptibles de constituer des portes de sortie de la précarité et de l'isolement. La MPA a finalement été le lieu d'émergence d'une communauté de personnes qui agissent pour l'écologie à l'échelle du quartier et qui se reconnaissent dans ce double ancrage écologique et territorial.

Bibliographie

- Ariès, P., 2015, *Écologie et cultures populaires : Les modes de vie populaires au secours de la planète*, Paris, Éditions Utopia.
- Ascher, F., 1998, *La république contre la ville : Essai sur l'avenir de la France urbaine*. La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- Bacqué, M.-H., Epstein, R., Ouardi, S., Simon, P., & Zappi, S., 2015, « Éditorial », *Mouvements*, 83, p. 7-10.
- Bacqué, M.-H., Sintomer, Y., 2002, « Peut-on encore parler de quartiers populaires ? *Espaces et sociétés* », 108-109, p. 29-46.
- Bazin, H., 2015, « Les figures du tiers-espace : Contre-espace, tiers-paysage, tiers-lieu », *Filigrane. Musique, esthétique, sciences, société. Édifier le Commun*, 19.
- Bazin, H., 2018, « La centralité populaire des tiers-espaces », *L'Observatoire*, 52 (2), p. 91-93.
- Blanc, N., Paddeu, F., 2018, « L'environnementalisme ordinaire. Transformer l'espace public métropolitain à bas bruit ? » *Espaces Temps*.
<https://www.espacestems.net/articles/lenvironnementalisme-ordinaire-transformer-lespace-public-metropolitain-a-bas-bruit/>
- Blot, D., Descoings, J., Fabry, C., 2018, *Environnement et quartiers populaires : Paroles, pratiques, initiatives d'habitants*, Amiens, Licorne.

- Bourdeau, V., Flipo, F., 2011, « Du bon usage de la communauté », *Mouvements*, n° 68 (4), p. 85-99.
- Carrel, M., 2015, *Faire participer les habitants ?*, Lyon, ENS Éditions.
- Dobré, M., 2002, *L'écologie au quotidien : Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*, Paris, L'Harmattan.
- Dooling, S., 2009, « Ecological Gentrification : A Research Agenda Exploring Justice in the City », *International Journal of Urban and Regional Research*, 33 (3), p. 621-639.
<https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2009.00860.x>
- Fol, S., 2010, « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres : Les ressources de la proximité » *Regards sociologiques*, 40, p. 27-43.
- Jupp, E., 2014, « Women, Communities, Neighbourhoods : Approaching Gender and Feminism within UK Urban Policy », *Antipode*, 46 (5), p. 1304-1322.
<https://doi.org/10.1111/anti.12088>
- Lapeyronnie, D., Courtois, L., 2008, *Ghetto urbain : Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Robert Laffont.
- Mathieu, L., 2011, *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant.
- Sintomer, Y., Bacqué, M.-H., Rey, H., 2012, *Gestion de proximité et démocratie participative*. Paris, La Découverte.